

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 9 AVRIL 2020

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt, le neuf avril à dix heures,

Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance à huis-clos, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

En vertu de l'ordonnance n°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020, le quorum est atteint au tiers des membres présents et chaque conseiller municipal peut être porteur de deux pouvoirs de vote.

\*\*\*\*\*

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne TREZEGUET-DIOUF, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Jean-Pierre PIBOYEUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Catherine SAMANIEGO, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU.

Étaient absents : MM. Youssef SADIR, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Daniel GUIHARD, Hajiba KAZAOUI, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

M. SADIR à Mme TREZEGUET DIOUF  
M. LASSERRE à M. SAUVAUD  
Mme BEYRET TRESEGUET à Mme DE MACEDO  
M. CADAYS à M. GUINGAN  
M. CASTAGNOS à M. SAUVAUD  
Mme SASSI à M. COURET  
M. GUIHARD à M. PEDURAND  
Mme KAZAOUI à Mme LEVEUR  
M. LACRAMPE MOINE à M. GIRARDI  
Mme CAMPOY MARTINEZ à M. GIRARDI

M. Jean-Pierre PIBOYEUX a été élu secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

## AFFAIRES GÉNÉRALES

### Maintien des délégations de pouvoirs consenties au maire par le conseil municipal

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le rapport suivant :

L'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 2020 « visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 » prévoit dans son article 1, l'attribution de la quasi-totalité des attributions prévues à l'article L.2222-22 du CGCT, au Maire pour la durée de l'état d'urgence.

Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence, Monsieur le maire n'a pas eu à utiliser cette disposition pour assurer la continuité du fonctionnement de la commune.

Monsieur le Maire propose que les dispositions lui accordant les différentes délégations prises par délibérations le 11 avril 2014 (n°2014-044) et le 5 juillet 2016 (n°2016-052) soient maintenues.

Monsieur le Maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

18 voix pour,

0 voix contre,

6 abstentions (Monsieur GUINGAN, Monsieur CADAYS, Madame LARRIEU, Monsieur GIRARDI, Monsieur LACRAMPE MOINE, Madame CAMPOY MARTINEZ)

- **DÉCIDE** que les délégations prises par les délibérations n°2014-042 du 11 avril 2014 et n°2016-052 du 5 juillet 2016 soient maintenues.

Publié le 15/04/2020

Visa Préfecture le 15/04/2020

\* \* \* \* \*

Monsieur le Maire explique que Depuis la loi instaurant l'état d'urgence sanitaire, les exécutifs locaux ont été dotés de tous les pouvoirs. Il a paru plus logique de prendre une délibération pour renouveler les délégations accordées depuis 2014 plutôt que d'assumer l'ensemble des pouvoirs, car si jamais il y avait eu une urgence, on pourrait se réunir et prendre une délibération de l'ensemble du conseil municipal. C'est pour cela qu'il propose de renouveler les différentes délégations reçues depuis 2014.

Monsieur GUINGAN = que tu aies avec l'ordonnance tous les pouvoirs c'est une chose, mais je tiens à féliciter et remercier le personnel qui tient la maison, malgré tout, on est dans une crise sanitaire, ça n'empêche pas d'avoir une réflexion collective, on est réuni pour voter, on n'en a pas discuté avant, ma remarque est sur la façon de procéder. Il me semble qu'aujourd'hui rien n'empêche d'avoir un fonctionnement un peu plus collectif, je ne mets pas en cause le contenu de l'ordonnance. Ça me fait peur de voir les lois presque liberticides, et quand on entend le mot guerre ça me fait peur, c'est une crise sanitaire mais le terme de guerre est là pour faire peur aux gens et ça sert juste à faire avaler n'importe quoi aux citoyens. C'est pour cela que nous nous mettons à disposition

Monsieur GIRARDI = je partage les propos de Sylvio, crise sanitaire les mots de guerre sont beaucoup trop élevés, par contre j'aurais souhaité que l'on soit réuni en conseil pour aider les personnes âgées, tu ne l'as pas fait, je le regrette. Par contre voter des délibérations sans les connaître je ne suis pas d'accord.

*Madame DIOUF = J'attendais aussi une réunion des élus, ce souci de solidarité, je ne critique pas ce qui est fait mais je me demande ce qu'on met en place, notamment pour le CCAS, est-ce qu'on a identifié les personnes âgées de plus de 70 ans, je me rappelle qu'au moment des inondations une personne de 80 ans m'avait dit que la mairie ne l'avait pas appelé, qu'on ne s'est pas soucié d'elle. Il faut savoir comment on peut aider, un appel téléphonique. On voit qu'au marché il n'y a pas assez de commande, les personnes âgées n'ont pas accès à internet pour passer commande. J'attendais qu'on se réunisse pour savoir ce qui est fait dans la commune dans cette période de crise sanitaire*

*Monsieur le Maire = sur les délégations il y a celles du 11 avril 2014*

*Monsieur GIRARDI = tu aurais pu nous donner ces documents de délibérations. C'est un blasphème*

*Monsieur le Maire = ce n'est pas un blasphème c'est justement si on ne vote pas le renouvellement de ces délégations que j'ai le plein pouvoir donc c'est simplement un renouvellement de ce qui a été attribué en 2014.*

*Monsieur GUINGAN = pourquoi on doit le revoter si c'est la même chose ?*

*Monsieur le Maire = car il faut le faire c'est prévu dans l'ordonnance.*

*Monsieur GUINGAN = dans ces circonstances je ne souhaite pas le voter, pour ces positions là on n'est pas associé.*

*Monsieur le Maire = ce sont les délégations classiques du maire.*

*Monsieur GUINGAN = comment ça se passe pour le budget ? Je n'attribue pas les pouvoirs personnels à quelqu'un.*

*Monsieur le Maire = ce sont les délégations classiques.*

*Monsieur GUINGAN = je ne veux pas voter les classiques non plus.*

*Monsieur le Maire = cela relève ton manque de connaissance d'organisation d'une commune.*

*Madame AYMARD = on peut nous lire l'article L.2222-22 du CGCT.*

*Monsieur GIRARDI = pour qui te prends tu ?*

*Monsieur GUINGAN = on n'est pas obligé de l'accepter.*

*Monsieur le Maire = si tu ne l'acceptes pas j'aurais les pleins pouvoirs.*

## **FINANCES COMPTABILITÉ**

### **Attribution de subventions aux associations (supérieures à 5 000 €) – Exercice 2020**

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'association bénéficiaire, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5 000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante.

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2020.

Monsieur le Maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

***Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré***

<i>Détail des votes</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre d'Animation Municipal</i>	<i>23 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. LARRIEU</i>
<i>SCA Général</i>	<i>23 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. LARRIEU</i>
<i>Jumelage</i>	<i>18 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. DE MACEDO S. GUINGAN H. AYMARD M. PEDURAND C. FAURE C. SAMANIEGO</i>
<i>Confluent Football 47</i>	<i>22 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>1 abstention (Mme LARRIEU)</i>	<i>Y. SADIR</i>
<i>Amicale Sapeurs-Pompiers</i>	<i>24 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>École de Musique</i>	<i>24 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>Cinéma confluent</i>	<i>23 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. TREZEGUET</i>

*Au vu du résultat des votes tels que détaillés ci-dessus,*

- **DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2020 selon le détail joint en annexe ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2020 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 15/04/2020

Visa Préfecture le 15/04/2020

\* \* \* \* \*

*Madame LARRIEU = sur le BP de l'année dernière il y avait 500 euros de moins.*

*Monsieur le Maire = pour le rugby ça sera la même chose.*

*Madame LARRIEU = non car le rugby joue le jeu et n'a que 6700 euros et pas 8500 euros.*

*Madame LARRIEU = est-ce qu'ils vont toucher leur subvention au premier versement ?*

*Monsieur le Maire = non car on a voté une délibération pour leur faire une avance sur la subvention.*

*Madame LARRIEU = c'est pas égal car nous on touche la subvention en 2 fois puisque c'est la règle et nous quand on fait la répartition on a une section qui a plus de 5000 euros qui perçoit la subvention en 2 fois, ce qui est la règle, mais par contre les autres sections qui ont moins de 5 000 euros ont aussi leur subvention en deux fois alors que ça devrait être en totalité dès le départ.*

*Monsieur le Maire = est-ce que le fait de verser en deux fois ça pénalise ?*

*Madame LARRIEU = non mais ce n'est pas égal, car les sections qui ont moins de 5 000 euros vont avoir le versement en deux fois, mais ce n'est pas égal par rapport aux autres comme les majorettes qui perçoivent en une seule fois*

### Attribution de subventions aux associations (inférieures à 5 000 €) – Exercice 2020

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'association bénéficiaire, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5 000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante.

Pour éviter toute gestion de fait, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2020.

Monsieur le Maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

***Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré***

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel inférieur à 5.000 euros pour l'année 2020 selon le détail joint en annexe ;
- **DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2020 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;
- **MANDATE** Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 15/04/2020*

*Visa Préfecture le 15/04/2020*

\* \* \* \* \*

*Monsieur le Maire explique que le principe est toujours le même, c'est d'attendre le lendemain des élections pour voter le budget. Jusqu'à présent, le gouvernement a avancé pour le deuxième tour municipal, la période de fin juin et donc le vote du budget a été repoussé au 31 juillet, donc ça laisse toujours la possibilité à un nouveau conseil municipal de voter le budget. D'où la présentation de ce tableau des subventions qui reprend globalement les mêmes subventions que pour 2019, s'il y a des associations qui avaient demandé des augmentations ou des baisses, ça sera repoussé à la décision d'un futur conseil municipal. C'est pour cela avec une juste une petite modification pour le jumelage, en actant l'attribution de 15 000 euros c'est pourquoi le montant s'élève à 132 069 €.*

*Madame AYMARD = je n'ai pas lu le nouveau tableau.*

Monsieur le Maire = ATOUT DIRE on attribue 500€, et l'autre c'est l'association des parents d'élève de marie curie, on attribue 150 euros comme pour Jean Jaurès.

Madame AYMARD = concernant les associations, c'était l'histoire de la date butoir en novembre, c'est très embêtant car ce n'est pas sincère et véritable à ce moment-là, tout le monde fonctionne à l'année civile.

Monsieur le Maire = on est souple.

Madame LARRIEU = sur le compte de résultat c'est problématique.

Madame LEVEUR = on a l'impression de pas être très sincère, pour la transmission des comptes et le compte de gestion.

Madame AYMARD = je trouve très bien le tableau qu'on nous envoie mais c'est compliqué en novembre.

Monsieur GUINGAN = par rapport à l'année dernière il n'y a pas de modification sensible ?

Monsieur le Maire = non hormis le jumelage. Je propose un vote général à partir de la société de chasse (moins de 5000 euros).

## ENFANCE JEUNESSE

### Demande de subvention auprès de la CAF – Menuiseries de l'école maternelle Jean Jaurès – BP 2020

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Le Conseil municipal est appelé à solliciter auprès de la CAF dans le cadre d'un appel à projet une aide à l'investissement pour le financement, des dépenses, sur le site de l'école maternelle Jean Jaurès, présentées comme suit :

- le remplacement des menuiseries de la salle de motricité et du réfectoire
- l'achat de cinq rideaux ignifugés pour les placards de la salle de motricité
- l'achat et la pose d'un grillage avec un portail par un prestataire extérieur

Concernant l'ensemble de ces projets, la CAF finance à hauteur de 50% du coût HT, mais applique une estimation des heures réalisées durant les temps périscolaires pour financer les dépenses des menuiseries du réfectoire, de la salle de motricité, ainsi que l'équipement de rideaux ignifugés.

Aussi, le conseil municipal est appelé à approuver le plan de financement qui se présente ainsi qu'il suit :

Projets éligibles	DEPENSES			RECETTES
	Devis HT Devis TTC	Montants éligibles pourcentage CAF	Estimation subvention	
Menuiserie salle de motricité	12 408,56 € TTC 10 340,47 € HT	5 170,24 € HT 43,20 %	2 233,54 €	Participation CAF  6 060,40 €
Menuiserie réfectoire	9 441,60 € TTC 7 868,00 € HT	3 934,00 € HT 33,00%	1 298,22 €	



Portail et grillage	4 761,00 €TTC 3 964.50 € HT	2 380,50 €HT	2 380,60 €	Auto- financement Mairie  21 373,19 €
5 rideaux	822,43 € TTC 685,36 € HT	342,68 € HT 43,20 %	148,04 €	
TOTAL	27 433,59 € TTC 22 858,33 € HT		6 060,40 €	27 433,59 € TTC 22 858,33 € HT

Le coût total TTC de l'ensemble des projets s'élève à 27 433,59 € et l'aide de la CAF est estimée à **6 060,40 €**

*Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré*

24 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

- **DÉCIDE** de solliciter une demande de subvention auprès de la CAF pour un montant de **6 060,40 €**
- **ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres
- **DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2020 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,
- **AUTORISE** monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 15/04/2020  
Visa Préfecture le 15/04/2020

\* \* \* \* \*

## QUESTIONS DIVERSES

### • CRISE SANITAIRE

Monsieur le Maire dit qu'on se réunit aujourd'hui car nous n'avions pas la possibilité de le faire auparavant, et c'est dans l'ordonnance du premier avril qu'on nous a indiqué les conditions pour organiser un conseil municipal. Vous allez me dire qu'on aurait pu faire une visio mais techniquement on a pas les moyens et ce n'était pas prévu dans l'ordonnance.

Vous avez été destinataire de mails hebdomadaires des choses qui ont été mises en place. Tout d'abord, nous avons commandé du gel pour les élections municipales. Comme il n'était pas arrivé nous en avons fabriqué, et il est arrivé le lundi 16 mars. Nous disposions aussi d'un stock de masque FFP2 depuis la crise du H1N1, de la grippe aviaire, ils sont périmés, mais bon, nous avons contacté les médecins et les infirmières et nous avons distribués car ils étaient en pénurie de gants, masques et gels, et nous les avons distribués. De la même façon, nous avons sollicité toutes les institutions susceptibles de fournir du matériel, que ce soit le lycée qui nous a fourni les charlottes de protection, et des kits visiteurs (pour les personnes qui viennent au lycée et qui visite les cuisines : sur-blouse, sur-chaussure et charlotte) que nous avons distribué aux infirmières car les infirmières nous ont demandé et nous leur avons attribué un local avec des sanitaires et des douches dans lequel, si jamais la pandémie devenait importante sur Aiguillon, elles désigneraient une infirmière qui ferait les soins à tous ceux qui sont atteints du Covid-19 sur la commune. Cette infirmière-là, avant de prendre son service irait dans ce local



pour s'équiper, et à la fin du service retournerait à ce local pour se changer, nous avons passer une convention avec la SEML pour les déchets dangereux, elle pourrait prendre une douche et revenir chez elle sans crainte d'infecter sa famille.

Madame FAURE = où est ce local ?

Monsieur le Maire = ce sont les vestiaires filles du gymnase Louis Jamet mais on réfléchit à un autre local plus chaleureux.

Madame SAMANIEGO = l'école de danse ça serait bien.

Madame LEVEUR = oui mais dans le gymnase il y a un gardien et c'est rassurant.

Monsieur le Maire = tous nos locaux sportifs ont été fermés, on a mis des chaînes et des cadenas et on vérifie régulièrement qu'il n'y ait pas de fréquentation, ce qui n'empêche pas que la mairie doit fonctionner, nous avons activé le Plan de Continuité de l'Activité des services. Le lundi 16 mars j'ai réuni l'ensemble du personnel pour leur expliquer qu'ils étaient confinés avec les différentes étapes, des services ont fermés dès ce jour-là, la médiathèque, les services techniques (entretien des bâtiments) et le service enfance.

Madame AYMARD = le CCAS aussi ?

Monsieur le Maire = oui on intègre toujours le CCAS. Quant aux services administratifs, nous avons mis en place un roulement de permanences avec un accueil filtré de 8h à 12h tous les jours. Nous avons aussi maintenu le pôle salubrité pour le nettoyage de la ville à effectif réduit de 8h à 12h pour les deux premières semaines.

Puis, ce PCA a évolué car la plupart de nos services n'ont pas la possibilité de télé-travailler, la seule qui fait une sorte de télétravail c'est Sonia, mais sinon ils viennent travailler ou ils ne travaillent pas du tout.

Monsieur COURET = il n'y a pas accès au serveur ?

Madame DIOUF = comment ça se passe pour le statut des personnels ?

Monsieur le Maire = ils travaillent à temps partiel et en ASA aussi.

Monsieur PEDURAND = quelle est la fréquentation de la mairie ?

Monsieur le Maire = la fréquentation est très faible, on fait beaucoup d'état civil, de décès malheureusement, de l'urbanisme, les mutations de propriétés les ventes de maisons continuent, la comptabilité, là on a réglé toutes les factures qui arrivent. On émet des titres là où on peut les émettre et j'ai signé deux fois le 19 mars et aujourd'hui la paye des personnels. Les ressources humaines aussi fonctionnent, il a fallu faire les arrêtés d'ASA, les modifications horaires d'emploi du temps.

Monsieur PEDURAND = et le policier ?

Monsieur le Maire = non car son épouse est prioritaire, mais il vient de temps à temps, ils se sont mis d'accord avec Isabelle pour le marché, elle est là le mardi et Laurent le vendredi.

Au-delà du pôle salubrité, il y a aussi le personnel qui s'occupe de l'entretien du cimetière, pour organiser les sépultures, au bout de 15 jours on a toujours en suivant, on a fait reprendre progressivement certains personnels notamment des services techniques, car il faut assurer le minimum d'entretien de nos bâtiments, le pôle bâtiment et le pôle espaces verts ont repris,

mais les agents qui ont repris ce sont ceux qui n'avaient pas de contre-indication, et les services fonctionnement à temps partiel, avec les consignes très strictes, les embauches sont décalées en fonction des pôles d'activité et les agents sont seuls dans les véhicules et le matériel est individualisé, et le matériel est nettoyé tous les jours

Sortie de M. GIRARD à 10h50.

Monsieur le Maire = pour ce qui concerne ensuite le CCAS, je vais laisser Brigitte en parler, mais on a tenue des réunions, à 4, Brigitte, Sandrine, Alain Baptiste et moi pour mettre en place une organisation, le listing des personnes vulnérables a été mis à jour,

Madame DIOUF = qui sont les personnes vulnérables ?

Monsieur le Maire = on a pris les personnes de plus de 70 ans, il y en a qu'on ne met pas dans le listing car on les connaît et on sait que ça va,

Monsieur GUINGAN = il y a des personnes vulnérables de moins de 70 ans.

Monsieur le Maire = pour les personnes fragiles comme les personnes handicapées on en a connaissance donc on les met aussi.

Madame FAURE = les gens viennent vous dire qu'il y a des problèmes ?

Monsieur le Maire = oui. On a maintenu le portage des repas, ça nous fait une tournée quotidienne par laquelle on peut avoir des informations. La présidente du CCAS qui est aussi la présidente de l'ADMR, ça nous fait un flux d'information, et M. BAPTISTE assure une permanence téléphonique 24h/24 et 7j/7 entre le CCAS et le portable de la mairie lorsque les services sont fermés.

Madame AYMARD = les services de la mairie pourraient aider le CCAS.

Madame LEVEUR = ça reste dans son temps de travail car en dehors de son temps de travail elle fait du nettoyage

Madame AYMARD = je la connais personnellement elle a des problèmes de santé et je pense que c'est un peu lourd tout ça pour elle. Tu devrais parler directement avec elle,

Madame LEVEUR = quand elle a fini le portage elle fait du nettoyage elle fait des courses pour les personnes qui font des demandes, on a mis en place pour avoir un regard croisé, un guide de registre écrit, les personnes qui téléphonent le matin à la mairie, c'est noté et du côté du CCAS c'est noté aussi. Ça concerne à 80% des personnes âgées. J'ai refusé d'arrêter le ménage chez les personnes qui le demande, on fait le minimum comme sortir les poubelles, et il y a des familles qui ont souhaité interrompre d'eux même le service pour ne pas être contaminé. Même si on ne fait pas le ménage on fait les courses. Les derniers appels qui m'inquiètent ce sont les cas de violences, dans tous les cas qui nous ont été signalé, certains se sont soldés par des plaintes, et les enfants ont été relogés chez d'autre famille. Dans tous les cas, on a une permanence, il y a quelque chose qui se passe, les services des CMS fonctionnent, nous sommes toujours en lien. J'ai une direction qui est très compétente pour toutes les difficultés qu'on peut rencontrer. Pour le portage de repas, il y a des nouvelles personnes qui le demandent. Je pense qu'on fait vraiment avec une attention très prononcée, on a des appels pour nous signaler quand il y a des inquiétudes, nous nous déplaçons pour vérifier que tout va bien. C'est une période très anxiogène pour les personnes. J'ai eu le plaisir de remarquer que des familles se sont beaucoup mobilisés, et qui n'hésitent pas à prendre contact avec les gens qu'ils connaissent, les voisins, il y a une vraie solidarité. On est aussi en service avec la Candélie

avec une plateforme mise à jour hier, ce qui nous permet d'avoir du relai, sachez que les liens sont toujours là, les personnels travailleurs sociaux sont très mobilisés

Madame AYMARD = les membres du bureau du CCAS sont-ils actifs ? Est-ce qu'ils téléphonent au gens ?

Monsieur le Maire = on n'est pas non plus en surcharge de travail.

Madame LEVEUR = je suis en lien avec les administrateurs. La première liste de travail c'est à partir de la liste électorale, et ensuite ce sont les personnes qui viennent habituellement nous voir. Il y a beaucoup de gens bienveillants.

Madame DIOUF = rien qu'une attention par un appel, dans cette situation de confinement.

Monsieur le Maire = on a le confinement aussi. Une gestion de crise comme celle-ci à l'échelle d'Aiguillon, ce n'est pas la peine de faire une suractivité qui serait plus inutile qu'autre chose. Les liens de solidarité entre les gens, on est à la campagne donc quand on ne voit pas son voisin de 2 jours on va frapper chez lui, si jamais on détecte un problème, ce voisin bienveillant contacte les services. On a tous ce tissu de relation étroite qui s'actionne et qu'on accompagne et même qu'on sollicite. Il y a beaucoup de gens qui sont venu au début en disant qu'ils étaient disponibles pour faire des courses, on a pris des noms, mais ce travail est déjà fait par le voisinage, la famille, les amis, sinon c'est le CCAS et l'ADMR qui le fait.

Madame LEVEUR = ça va durer, il faut se dire que ça va durer, et qu'il y aura un moment où les professionnels devront réactiver les choses, plus vers le déconfinement et qu'on aura besoin

Monsieur COURET = je suis avec ma maman et je voudrais savoir ce qu'il en est de la maison de retraite, ils n'ont jamais voulu prendre en charge ma mère, j'aimerais savoir si ça sera pareil après le confinement, elle a l'Alzheimer.

Madame LEVEUR = on est en conseil municipal.

Monsieur COURET = c'est personnel mais aussi grave.

Madame LEVEUR = je suis au conseil municipal, je ne suis pas au service administratif de l'EHPAD ce matin. Il faut déposer ta demande.

Monsieur COURET = ça veut dire qu'on est incapable de gérer l'Alzheimer en France.

Madame LEVEUR = oui ça c'est vrai, l'unité Alzheimer de l'EHPAD n'a qu'un an.

Monsieur COURET = on a été à l'ADMR pour faire une demande ça a été refusé.

Madame LEVEUR = c'est l'APA.

Monsieur COURET = non c'était pour avoir l'assistance de l'ADMR et à l'époque elle n'a pas été autorisé j'ai dû faire appel à l'UNA et c'est resté en travers de la gorge.

Monsieur le Maire = je me permets de faire la transition, pour l'instant nous sommes épargnés de cas de Covid à l'EHPAD, mais c'est aussi la fermeture précoce qui a permis d'en échapper. Sur Aiguillon, il n'y a pas de communication et c'est normal.

Madame DIOUF = ce sont des suspicions.

Monsieur le Maire = on sait qu'il y a des gens qui ont les symptômes mais ils restent confinés chez eux.

Monsieur GUINGAN = on ne souhaite pas savoir qui est concerné, mais on veut savoir s'il y a une évolution.

Monsieur le Maire = les médecins ont un secret médical et on ne peut pas savoir l'évolution. Comme la Nouvelle-Aquitaine, le Lot-et-Garonne est pour l'instant peu touché. Toutefois, nous avons quand même continué à passer des commandes d'équipements de protection, on a passé cette fameuse commande suscitée par la Région Nouvelle-Aquitaine, ou nous avons commandé 1 000 masques chirurgicaux et 500 masques FFP2, mais les masques sont réquisitionnés par l'ARS, nous les payons pour l'instant, mais ça s'intègre dans la demande générale.

Madame LEVEUR = ce qui est inquiétant car pour 14 salariés hier j'ai reçu 24 masques pour une semaine, c'est chaud. Heureusement, on a de l'avance.

Madame DIOUF = avec le stock ? Il y a eu quelque chose pour l'hôpital de Nérac de la part de la mairie ?

Monsieur le Maire = non c'était pour les urgences de l'hôpital d'Agen, on est mentionné dans les remerciements car j'ai servi de relai avec les lycées, les fameux kits de lycée qui ont été envoyés aux hôpitaux agenais.

Madame DIOUF = on peut aussi activer le réseau des associations, les masques fabriqués ne sont pas forcément parfaits, et est-ce qu'il y a besoin de visière.

Monsieur le Maire = vous savez qu'il y a des gens qui n'ont ni carte bleue ni compte bancaire, et d'habitude ils vont retirer l'argent au guichet. La poste a retiré le bureau pour un problème interne, mais pour des problèmes de promiscuité, de craintes du personnel, la poste d'Aiguillon a fermé ses bureaux. Une commission postale est présidée par le maire de Puymirol, j'ai fait une demande écrite pour que le bureau de poste d'Aiguillon soit rouvert, au moins quelques heures par semaine. La commission s'est tenue le 3 avril dernier, ils sont à la recherche d'une solution, mais pour l'instant il ne ré-ouvrira pas, sinon avec la direction du courrier, mise ne place d'un service allo facteur. En temps normal ce service existe pour les particuliers qui peuvent demander une livraison à domicile par le facteur de 150 euros par personne et par semaine. En même temps, on s'était inquiété aussi différemment, j'avais contacté Intermarché, et nous avons convenu que si le cas se présentait, le CCAS donnerait un document à la personne nécessiteuse, qui pouvait aller à Intermarché faire des courses pour un certain montant qui serait garanti par le CCAS. On n'a pas eu à le faire, mais le CCAS a distribué des aides alimentaires directes à des gens, comme il est habitué à le faire.

Madame SAMANIEGO = sur les services de la poste, le courrier postal, est-ce que tu sais comment ça fonctionne en ce moment ?

Monsieur le Maire = c'est distribué le mercredi jeudi et vendredi, et c'est envoyé tous les jours, mais la distribution n'est faite que 3 jours par semaine, c'est bloqué au centre de tri.

Madame SAMANIEGO = nous avons des problèmes avec les familles isolées, ça me paraît très long.

Monsieur le Maire = c'est distribué sous réserve de la présence du facteur. Le PDG de la poste a avoué de pas avoir trouvé la meilleure formule, l'inertie est énorme.

Madame AYMARD = on peut rajouter qu'ils vendent des carnets de timbre à domicile,

Madame SAMANIEGO= c'est surtout pour les personnes qui n'ont ni imprimante ni internet.

Monsieur le Maire = concernant les marchés, ils sont interdits, sauf dérogation de la préfecture, ce n'est pas le maire qui fait la dérogation. Nous relevons du sous-préfet d'Agen, secrétaire général, et voici sa réponse un dimanche à 13h « Monsieur le maire, comme suite à notre conversation téléphonique, je ne peux accorder cette dérogation. Le premier critère n'étant pas rempli, la commune a une zone de chalandise qui nécessite le maintien de ce marché. En revanche, les camions livreurs sont autorisés à s'installé seul sur le domaine public et doivent respecter les gestes barrières. Cela veut dire que les vendeurs de fruits et légumes peuvent venir livrer les commandes passées par leur client le mardi et vendredi matin sur la place, et ensuite peuvent se rajouter sur la place, les camions style boucher, pizza, poissons, qui vendent depuis derrière leur étal ambulant, mais on n'a pas le droit pour Aiguillon de débarrer un banc. Depuis la semaine dernière, le marché se tient dans des conditions restreintes, avec la possibilité de retirer des commandes au primeur, si les commerçants ambulants sont là. Il y a toujours un boucher, du fromage, depuis mardi il y a le poisson, demain il y aura peut-être les plats cuisinés, et il y a la pizza le vendredi qui est aussi le dimanche.

Madame DIOUF = les producteurs sont contents de ce confinement ?

Monsieur le Maire = ils ne sont pas mécontents, la centralisation ce n'est pas mieux.

Monsieur PEDURAND = pour Carl, il a reçu 200 coups de téléphone et il a du coup laissé tomber.

Monsieur le Maire = c'est un revendeur sauf pour les asperges, il est producteur pour les asperges, on a eu plusieurs conversations, et j'ai fait la demande spéciale pour lui, mais j'ai eu une réponse négative, il n'a pas souhaité venir car il a reçu plus de 200 commandes. Il a aussi des grossistes.

Madame SAMANIEGO = est-ce qu'on a le droit de sortir de la commune ?

Monsieur le Maire = tu as le droit d'aller à la ferme Bizeto, mais tu n'as pas le droit d'aller à Leclerc à Tonneins car tu as Intermarché à Aiguillon.

Monsieur COURET = je voulais de la peinture.

Monsieur le Maire = tu n'as le droit d'aller que pour l'alimentaire.

Madame DIOUF = j'aurais voulu soulever une question, on a ici des jardins partagés, est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un arrêté municipal en sollicitant la préfecture, en fait on ne peut pas aller ramasser nos légumes dans les jardins.

Monsieur le Maire = je te donne l'autorisation mais je ne vais pas prendre d'arrêté car il sera recalé par le contrôle de légalité. Pourquoi le sous-préfet de Marmande autorise celui de Tonneins alors que le sous-préfet d'Agen refuse celui d'Aiguillon, il y a une interprétation individuelle.

Madame DIOUF= il y a des départements qui le font, si on ne fait pas la demande on peut pas savoir s'il sera refusé. On est autorisé à s'occuper du jardin qui jouxte la maison, mais pour les jardins partagés qui sont éloignés de la maison c'est une autre question.

Monsieur le Maire = c'est la notion de partagé. Tu peux établir ton tableau d'alternance du jardin et l'envoyer toi-même à la préfecture, la mairie n'a pas à intervenir là-dedans.

Monsieur COURET = on pourrait faire une minute de silence pour les morts.

Madame LARRIEU = les bornes sélectives ne sont pas relevées.

Monsieur le Maire = pour donner une impulsion de suractivité c'est contre-productif en gestion de crise. Le centre de tri fonctionne, sauf que le SMICTOM il y a trois personnes par camion et ce n'est pas possible, il n'y a plus que deux personnes par camion, ils ont réduit les tournées, et du personnel a été confiné. Ils ont mis en place un PCA avec un tour de rôle de l'administration du SMICTOM. On s'est inquiété sur les PAV, les bornes à verres sont collectées, c'est le SMICTOM qui se charge de la revente, le papier c'est le SMICTOM aussi, c'est l'entreprise PAPREC mais elle a fermé donc il ne faut plus déposer du papier. L'emballage ménager c'est la SEML du Confluent qui en fait le tri. Le directeur, qui est une personne à risque est confiné, il a été suspecté donc confiné chez lui pendant 14 jours, donc le 17 mars la SEML a fermé, en revanche ils peuvent stocker, sauf qu'il n'y avait plus de direction, le président était à 3km. Pour Valorizon, il y avait un personnel administratif par jour, la SEML a dit qu'il fallait continuer à stocker, VALORIZON a dit qu'il fallait arrêter de stocker car il y avait un risque de feu. SMICTOM a dit à VALORIZON qu'il fallait trouver une solution pour stocker. VALORIZON propose au SMICTOM le quai de Boé. SMICTOM dit qu'il ne veut pas.

Je téléphone au SMICTOM, le SMICTOM dit qu'ils vont collecter pour Aiguillon la semaine prochaine, le maire a dit que ça débordait. C'est la mairie qui a collecté en dépannage, mais ce n'est pas de la compétence de la commune. J'ai signalé à la Communauté de Communes dont la compétence « ordures ménagères » leur incombe.

Finalement, il y a encore de la place au SEML pour stocker. J'ai proposé un hangar, mais personne n'a trouvé de hangar.

Le pire, c'est que lundi on est lundi de pâques, et le SMICTOM va faire la collecte des ordures ménagères le lundi de pâques pour la première fois de l'histoire, mais ça va rester dans les camions car VALORIZON ne va pas ouvrir un lundi de pâques.

Madame LARRIEU = est ce que le président le sait ?

Monsieur le MAIRE = tout cela provoque un conflit et il y aura une réunion la semaine prochaine, qui remonte au département.

Le SMICTOM ouvre les déchetteries de Port-Sainte-Marie et Nérac mardi et jeudi prochain pour les collectivités locales uniquement pour collecter les déchets, c'est la seule évolution positive. C'est au moment du déconfinement et de la reprise d'activité qu'on aura besoin du plus de monde.

Madame DIOUF= on est isolé, donc on manque d'évasion, j'avais imaginé peut-être des commandes de panier, ouvrir la médiathèque une journée, et qu'on dise de telle heure à telle heure, on a besoin de nourrir son esprit et comment on pourrait réfléchir.

Madame SAMANIEGO = je pense aux familles qui ont des enfants et les gens qui sont susceptibles de venir avec des paniers de livres, ce sont ceux qui ont potentiellement des livres chez eux, et peuvent se passer de livres pendant 2 mois, on n'a qu'à relire nos anciens livres, il ne faut pas inciter les gens à sortir.

Monsieur le Maire = le jardin public est interdit.

Madame SAMANIEGO = tous les jours des parents me téléphonent pour me dire qu'ils ne comprennent pas car ils sont venus à l'école et qu'elle est fermée, ils demandent si l'école ré-ouvre le lendemain etc...

- **COMITE DE JUMELAGE**

Il y a une proposition du report de jumelage en 2021, j'ai appelé Visé, ils avaient réunion et on doit se rappeler car ils mettent aussi à l'ordre du jour, car c'est dans la période où le comité de jumelage doit valider les différents contrats avec les groupes de musique, etc. Or, cela paraît compliqué car on ne sait pas la sortie du confinement, mais dans quelle mesure les rassemblements seront autorisés. Deuxième point, sortie du confinement ça veut dire reprise d'activité et il faut bien s'imaginer que ça va avoir un impact sur les congés, il va y avoir moins de congés payés

Troisième point, les visétois doivent réserver les bus, les avions.

Monsieur PEDURAND = s'il y a report d'un an, pourquoi on verse la subvention ?

Madame DIOUF = c'est très incertain donc c'est risqué de le maintenir.

Madame AYMARD = j'entends des gens qui voudraient qu'on jumèle avec d'autre pays, comme le Portugal.

Monsieur le Maire = C'est non, pas parce que je ne veux pas, mais ça tient à l'essence même et l'origine du jumelage, Visé a toujours été beaucoup plus grande qu'Aiguillon, et elle a toujours été sollicitée par d'autres communes de France ou d'Europe pour créer des jumelages, or Visé s'est toujours engagée à ne pas créer de jumelage autre qu'Aiguillon, donc par réciprocité on ne crée pas d'autre jumelage.

Madame DIOUF = est-ce qu'on sait quelque chose sur les marchés nocturnes ?

Monsieur le Maire = on ne sait rien pour l'instant.

Madame LEVEUR = ça sera sûrement progressif.

Madame DIOUF = on peut peut-être se projeter, on est tous à imaginer une fête de la solidarité, on pourrait organiser une fête sur la place publique genre auberge espagnole.

Monsieur le Maire = on attendra que la situation redevienne parfaitement normale.

- **REPORT DES ELECTIONS MUNICIPALES**

Monsieur le Maire dit que pour l'instant c'est toujours prévu pour fin juin, mais le gouvernement attend un rapport le 23 mai et en fonction on verra si c'est fin juin, ou si c'est reporté à fin septembre voir début octobre, ce qui obligerait à recommencer les deux tours, car l'écart serait trop important. Je pense que ça sera reporté à début octobre, la société aura autre chose à penser que les élections. Ça nous poserait un problème d'ailleurs, car le 21 juin c'est le gala de danse, qui est organisé dans la salle des fêtes, et la salle des fêtes c'est un bureau de vote et il faut signaler un changement de bureau de vote un an à l'avance.

Madame DIOUF = mais elles ne s'entraînent pas pour l'instant ?

Madame SAMANIEGO = les mesures de cartes scolaires, pour le premier degré, on a une dotation à -11 postes, c'est à dire que le département doit rendre 11 postes. L'année prochaine, au vue de l'augmentation de l'effectif, on allait bénéficier d'une ouverture de classe à la rentrée avec le maintien du maître supplémentaire. Quand les enfants sont bien à l'école, quand ils sont 24 au lieu de 29 c'est mieux, il y a malheureusement des enfants qui ne sont bien qu'à l'école.



Monsieur le Maire = c'est une très bonne nouvelle, on est la seule commune qui depuis 4 ans a connu des créations de classes supplémentaires sans aucune suppression, on a eu la TPS, une classe à l'école Marie Curie et une classe à Marcel Pagnol et les efforts de tous sont reconnus.

Madame SAMANIEGO= l'inspecteur académique tient ses promesses, et grâce au maire ça fonctionne aussi, c'est aussi la seule école qui a le profil de REP sans en avoir les moyens officiels, les autres écoles sont passées en politique de la ville.

Madame DIOUF = Brigitte tu faisais état de violence ce sont des violences conjugales ou patrimoniales ?

Madame LEVEUR = ce sont des violences conjugales.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne prenant plus la parole, la séance est levée à 12h00.

\*\*\*\*\*

Le Maire,

Le secrétaire, Jean-Pierre PIBOYEUX

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne TREZEGUET DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Jean-Pierre PIBOYEUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION